



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ – ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

VILLE DE LEVALLOIS

Levallois, le 30 avril 2018

Police Municipale  
N° BS 2018- 175

RAPPORT  
D'INFORMATION

**OBJET :** Rapport sur l'emploi des caméras piétons

**REFERENCE(S) :** Décret N°2016-1861 du 23/12/2016

Le 12 avril 2017, par arrêté préfectoral N°2017.193, les agents de police municipal de Levallois étaient autorisés à utiliser les caméras individuelles permettant l'enregistrement audiovisuel des interventions.

Après s'être équipée de 6 caméras correspondant aux préconisations requises, obtenue les autorisations et délivrée les informations nécessaires, la municipalité mettait l'équipement à disposition des policiers municipaux.

Conformément au décret relatif à l'expérimentation jusqu'au 03 juin 2018 de l'emploi de ce dispositif, un retour d'expérimentation, sur l'impact de l'emploi des caméras individuelles, sur le déroulement des interventions et le nombre de procédures judiciaires, administratives et disciplinaires pour le besoin desquelles il a été procédé à la consultation et à l'extraction de données provenant des caméras individuelles, a été effectué.

Les 6 caméras individuelles ont été mises à la disposition de tous les policiers municipaux. Ces derniers sont répartis dans divers services, brigades de JOUR, brigades de NUIT, Groupe de Sécurisation et d'Intervention, Unité de Voie Publique, exerçant tous sur la voie publique.

Le nombre de caméras a permis une répartition judicieuse du dispositif auprès de tous les policiers. Ces derniers ont donc eu la possibilité de se doter ou pas d'une caméra tout en respectant le protocole de prise en compte.

L'impact, sur l'emploi, apprécié par les policiers :

Les policiers sont unanimes sur le sentiment de protection que leur procurent les caméras. Le dispositif permet de conforter leurs interventions et d'appuyer leurs constatations. Ils ont constaté que, sur une situation délicate où la tension pouvait à tout moment s'accentuer, le dispositif rappelait les limites à ne pas franchir.

Durant toute la période expérimentale, aucune exploitation dans le cadre d'une enquête judiciaire administrative ou disciplinaire n'a été sollicitée.

Enfin, les agents ont procédé à l'enregistrement de 95 giga de données vidéo.

STROMITZKY Brice  
Chef de service principale de 1<sup>re</sup> Cl.  
Responsable de la Police Municipale

**DESTINATAIRE(S) :**  
Monsieur le Maire